

Université et territoire : un long malentendu

Autor(en): **Baier, Eric**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **30 (1993)**

Heft 1127

PDF erstellt am: **29.05.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1011557>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

<http://www.e-periodica.ch>

Un long malentendu

(eb) «Université et territoire», tel est le thème qui sera traité le 27 mai par l'Association suisse pour l'aménagement national (ASPAN) réunie à Genève en assemblée générale. Compte tenu des péripéties qui viennent de marquer la tentative de coordination régionale de la formation en architecture, le débat risque d'être animé et surtout particulièrement révélateur du long malentendu qui empêche un vrai dialogue entre les architectes et universitaires.

Dans les années soixante, alors que se multipliaient les conceptions globales (transports, énergie, aménagement du territoire notamment), on enrôlait sans complexe les scientifiques de tous bords pour leur faire dire l'avenir. A cette époque on allait jusqu'à imaginer la Genève de 800 000 habitants.

Dès la fin des années septante, l'aménagement du territoire tombe injustement dans l'oubli universitaire. Trop marxisante peut-être, cette discipline ne peut prétendre rivaliser avec les sciences économiques tant choyées par les forces du marché.

Aujourd'hui, alors que la ville est confrontée à des problèmes nombreux et complexes (pollutions, transports, ambitions technologiques et scientifiques), les universitaires se reprennent au jeu et s'agitent autour de la mariée.

Identité urbaine, identité politique, identité universitaire, il ne semble plus possible d'ignorer le formidable potentiel d'informations que constituent les universités et que ces dernières ne sauraient garder jalousement pour leur seul usage. Les universités sont devenues des plaques tournantes de nos sociétés, non seulement parce qu'elles détiennent des compétences, mais surtout parce qu'elles mettent en évidence les réseaux de communication entre les groupes sociaux. La localisation de nos hautes écoles est l'objet de nouvelles tensions qu'il vaut la peine de mettre à plat, et pourquoi pas le 27 mai.

Le territoire de la science

Il serait faux de déduire de sa prétention à la vérité que la science n'aurait aucune projection territoriale. Au sein des diverses disciplines scientifiques se sont très vite formés des agrégats territoriaux impliquant partages, rentes de situation ou conflits de prestige. Toute l'architecture de la science est là, dans ces reliefs, ces masses différentes, ces structures de pouvoir qui ont vocation à occuper le terrain.

Le meilleur exemple d'un partage scientifique du territoire nous est fourni à la fin du XIX^e siècle lors de l'apparition des facultés de médecine fondées nécessairement sur trois pôles: la recherche en sciences naturelles, la clinique sous le contrôle des chirurgiens et la santé publique, apanage des politiciens. Cette triple dimension, dont aucune des composantes ne pouvait être minorisée, a donné lieu à la création des grandes unités hospitalières urbaines, directement dépendantes de ce qu'on appelle «le réservoir des patients potentiels».

Aujourd'hui des villes comme Genève et Lausanne ne «produisent» pas assez de patients à elles seules dans certaines disciplines pour continuer à travailler dans l'isolement caractéristique de l'université du XIX^e siècle.

Centre et périphérie

Alors que l'université semble au départ écartée de tout jeu territorial au profit de la seule prétention à la vérité, voilà que naissent les profils discriminants «d'université de province» caractérisant les peurs d'une institution qui ne peut se laisser marginaliser par d'autres.

Cette irruption du centre et de la périphérie dans le débat scientifique a-t-il contribué à l'amélioration de l'université? A-t-il au moins introduit une forme de sélection par la masse critique? Conduit à prendre conscience de cette classification d'excellence, le citoyen-contribuable demandera à juste titre des comptes et souhaitera l'élimination des structures les moins compétitives. Mais cette manière de juger par référence au présent, en termes de rentabilité économique, néglige la mission même de l'université qui est de produire un savoir différé dans le temps. Rien n'illustre mieux le conflit de ces deux logiques de l'argent rare et du savoir différé que l'histoire récente de la physique des particules. Depuis 1945, on a construit des accélérateurs de par-

ticules toujours plus performants dont la puissance a décuplé tous les six ans. Faut-il aujourd'hui continuer à gravir les échelons de cette quête de puissance, ou au contraire changer de paradigme et s'intéresser à des énergies encore plus élevées qu'aucun accélérateur terrestre n'atteindra jamais, à savoir l'astrophysique des hautes énergies? ■

EN BREF

Les élections cantonales bernoises de 1994 font déjà l'objet de décisions. Le parti socialiste de la ville de Berne présentera une liste unique avec 15 femmes et 14 hommes. L'ordre de présentation des candidat-e-s sera: les candidates sortantes, les candidates des Jeunesses socialistes, les nouvelles candidates, puis les hommes dans le même ordre.

Lu dans un hebdomadaire gratuit romand sur le train espagnol à grande vitesse AVE: «La RENFE (compagnie de chemins de fer espagnols) se frotte les mains: l'exploitation est rentable, sans... comptabiliser, toutefois, l'amortissement de l'infrastructure. L'œuvre est dite d'utilité publique».

Pierre Naville «spécialiste du travail et de l'art de la guerre» selon le *Monde*, est mort le 24 avril à Paris. Communiste, exclu du PCF en 1928, participant à la fondation de la IV^e Internationale, il milita toute sa vie. Edgar Morin, dans une nécrologie parue dans *Globe Hebdo* rappelle qu'il était un déclassé volontaire. «Il avait vécu une enfance privilégiée, dans une famille cultivée de la haute bourgeoisie de Genève, et il s'en sépara pour gagner et vivre sa vie, sans pour autant rompre les liens affectifs avec ses parents.»

Des régions qui agissent: *Dreiländ Zeitung* énumère 14 projets Interreg auxquels la France, l'Allemagne et la Suisse (les deux Bâles et le Jura pour trois de ceux-ci) sont associées.

C'est par un tract en *bärndütsch* que les Amis du Jura bernois (traduction) de Berne cherchent à recruter de nouveaux adhérents.